



**STATUTS DE L'ASSOCIATION FRANCOPHONE DES AUTORITES DE PROTECTION DES
DONNEES PERSONNELLES**

MODIFIES LE 22 NOVEMBRE 2013 A MARRAKECH
MODIFIES LE 28 OCTOBRE 2024 A SAINT-HELIER

PREAMBULE

Désireuses de donner effet aux déclarations adoptées lors des conférences des Chefs d'Etat et de gouvernement ayant le français en partage (sommets de la Francophonie), à Ouagadougou en 2004, à Bucarest en 2006, à Kinshasa en 2012 et à Djerba en 2022 ;

Considérant les engagements pris par les Etats et gouvernements membres de la Francophonie dans la Déclaration de Bamako du 3 novembre 2000 pour la promotion d'une culture démocratique et le plein respect des droits de l'Homme ;

Considérant les textes et instruments internationaux pertinents, notamment les Lignes directrices régissant la protection de la vie privée et les flux transfrontières de données à caractère personnel établies par l'Organisation de coopération et de développement économiques dans la recommandation de son Conseil du 23 septembre 1980, la Convention STE n°108 du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, son protocole d'amendement de 2018 et son protocole additionnel de 2000 sur les autorités de contrôle et les flux transfrontaliers de données, les Principes directeurs pour la réglementation des fichiers informatisés contenant des données à caractère personnel adoptés le 14 décembre 1990 par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution 45/95, l'Acte additionnel A/SA. 1/01/10 relatif à la protection des données à caractère personnel de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest adopté le 16 février 2010, la Convention de l'Union africaine sur la cyber sécurité et la protection des données à caractère personnel du 27 juin 2014 et le Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données adopté le 27 avril 2016 ;

Considérant que le droit fondamental à la protection des données personnelles est indispensable dans la société, au regard du développement sans précédent des usages des technologies de l'information et de la communication tant sur le plan national qu'international, et doit, à l'instar des autres droits de l'Homme qu'il contribue à garantir, être reconnu, promu et protégé, notamment par des autorités indépendantes compétentes ;

Considérant que ce droit contribue activement au développement économique dans le respect des droits fondamentaux ;

Considérant que les valeurs démocratiques ne sont jamais pleinement acquises et que leur reconnaissance, leur promotion et leur défense doivent être permanentes et que ces valeurs doivent être mesurées en fonction de l'effectivité des droits de l'Homme ;

Considérant que la protection des personnes, de leurs libertés, de leur vie privée et de leurs droits fondamentaux à l'égard du traitement de données personnelles nécessite l'adoption de législations et réglementations assurant le droit des personnes à la protection des données personnelles et l'institution d'une coopération internationale entre les autorités indépendantes chargées de leur application pour tenir compte notamment de la circulation de ces données au-delà des frontières ;



Considérant les Principes de Paris concernant les statuts des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'Homme approuvés par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution A/RES/48/134 du 20 décembre 1993 ;

Convaincues qu'une langue internationale ainsi que des valeurs et références communes facilitent le dialogue et la coopération, notamment dans le domaine de la protection des données personnelles compte tenu du développement des technologies de l'information et de la communication ;

Mues par une volonté commune de promouvoir et de défendre, à travers la Francophonie, le droit à la protection des données personnelles, la démocratie, l'Etat de droit et la paix sociale, ainsi que le respect des textes nationaux et internationaux relatifs aux droits de l'Homme, dont la Déclaration universelle des droits de l'Homme, les instruments régionaux de promotion et de protection des droits de l'Homme et la Déclaration de Bamako ;

Se référant aux principes consacrés par la Déclaration de Bamako relatifs à l'indépendance et à la transparence des institutions de l'Etat de droit ;

Les autorités indépendantes francophones chargées de la protection des données personnelles adoptent les présents statuts portant création de l'Association francophone des Autorités de Protection des Données Personnelles.

CHAPITRE I : CREATION ET DENOMINATION, COMPOSITION, SIEGE SOCIAL ET LANGUE DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 1 : CREATION ET DENOMINATION

1.1 Il est créé une association dénommée Association francophone des autorités de protection des données personnelles, en abrégé (AFAPDP).

1.2 L'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (ci-après « l'Association ») est formée sans limitation de durée.

1.3 L'Association est régie par les présents statuts.

ARTICLE 2 : COMPOSITION

2.1 L'Association regroupe les autorités dont le mandat est de promouvoir et d'assurer dans leur pays le droit des personnes à la protection des données personnelles.

2.2 L'Association réunit aussi les représentants des Etats qui légifèrent ou prévoient de légiférer en matière de protection des données personnelles ou qui n'ont pas encore d'autorité.

2.3 L'Association réunit également les associations et organisations internationales qui participent à ou assurent la promotion du droit des personnes à la protection des données personnelles.

ARTICLE 3 : SIEGE SOCIAL

Le siège social de l'Association est fixé à Paris, en France. Il peut être transféré dans tout autre pays francophone dont l'autorité est membre adhérent.

ARTICLE 4 : LANGUE DE L'ASSOCIATION

La langue officielle de l'Association est le français. La langue de travail principale est le français.

CHAPITRE II : OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION



ARTICLE 5 : OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION

L'Association a pour objectifs :

- 5.1 De contribuer à accroître l'efficacité de ses membres dans la promotion et l'application du droit à la protection des données personnelles, par la mise en œuvre de programmes de coopération reposant sur des activités de formation, de stages pratiques, d'échanges d'informations et d'études permettant la mise en commun d'expertises et d'expériences ;
- 5.2. D'encourager l'étude et la recherche sur des questions et pratiques relatives à la protection des données personnelles et partager les résultats de cette recherche entre les autorités ;
- 5.3. De constituer un pôle d'expertise et d'échange d'expérience servant d'appui à l'adoption de textes législatifs nationaux ou d'instruments internationaux en matière de protection des données personnelles ;
- 5.4. De recueillir, conserver et diffuser des informations relatives aux autorités en charge de la protection des données personnelles et à leurs travaux ;
- 5.5. De fournir un forum de réflexion et d'échange aux membres adhérents et aux membres observateurs de l'AFAPDP concernant les nouveaux enjeux et défis dans le domaine de la protection des données personnelles et de la vie privée ;
- 5.6. De contribuer au réseau d'information et de concertation développé par la Direction des Affaires politiques et de la gouvernance démocratique de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif d'observation et d'évaluation permanente prévu par le chapitre 5 de la Déclaration de Bamako ;
- 5.7. De mettre en œuvre la Charte de partenariat entre l'OIF et les réseaux institutionnels de la Francophonie adoptée en 2012, dans le strict respect de l'autonomie et de l'indépendance de l'AFAPDP ;
- 5.8 De coopérer avec d'autres organismes et associations dans le cadre de la consolidation de la protection des données personnelles en tant que facteur de la promotion de l'Etat de droit et du développement démocratique.

CHAPITRE III : MEMBRES DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 6 : DEFINITION DES CATEGORIES DE MEMBRES

Pour la réalisation de son objet social, l'Association prévoit que ses membres sont répartis selon deux groupes qui disposent en raison de leurs qualités des prérogatives différentes :

- les membres adhérents à jour de leur cotisation disposent du droit de vote et peuvent siéger dans les organes de l'Association.
- les membres observateurs participent aux travaux de l'Association et assistent à l'Assemblée générale. Ils peuvent bénéficier du soutien de l'Association dans la réalisation de leurs missions. Ils ne disposent pas du droit de vote.

6.1 Les membres adhérents sont les autorités qui satisfont aux conditions suivantes :

- des entités publiques,
- créées par les Etats ou gouvernements ayant le français en partage,
- en vertu de la constitution ou de tout autre texte législatif compatible avec les principaux textes internationaux existant en matière de protection des données personnelles et de la vie privée,
- dont le mandat est de promouvoir et d'assurer la protection des données personnelles dans une large sphère d'activité, y compris, selon le cas, les transferts de données dans un autre pays,
- disposant des pouvoirs et de l'autonomie et l'indépendance nécessaires pour assurer leur mission.



6.2 Les membres observateurs sont invités à participer aux travaux de l'Association. Sont membres observateurs :

- les représentants concernés des Etats et gouvernements ayant le français en partage dont la procédure législative sur la protection des données personnelles est en cours ou qui sont intéressés à développer une telle approche,
- les représentants des Etats et gouvernements ayant le français en partage et ayant adopté une législation relative à la protection des données personnelles sans qu'une autorité ne soit encore constituée dans cet État.
- les autorités chargées de la protection des données personnelles créées par les Etats et gouvernements ayant le français en partage qui ne répondent pas aux conditions prévues à l'article 6.1,
- ainsi que les organisations régionales et internationales gouvernementales concernées.

6.3 L'OIF a qualité d'observateur à l'Assemblée générale et au Bureau à travers, notamment, sa Direction des affaires politiques et de la gouvernance démocratique.

ARTICLE 7 : ADMISSION DES MEMBRES ET PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE

7.1 La qualité de membre de l'Association s'acquiert sur requête formulée auprès du président de l'Association.

7.2 Le Bureau de l'Association décide de l'admission d'un membre pour l'exercice en cours. L'adhésion est soumise à l'approbation de l'Assemblée générale suivante.

7.3 Le Bureau décide des modalités de présentation et d'admission.

7.4 La qualité de membre adhérent se perd par :

- le retrait ;
- la modification du statut du membre au regard des exigences posées aux articles 6.1 constatée par le Bureau ;
- la radiation en cas de défaut de paiement des cotisations durant deux années consécutives constaté par le Bureau ou de manquement grave aux principes et valeurs défendues par l'Association.

7.5 Après avoir entendu le membre, le Bureau peut décider la radiation ou la modification du statut. Cette décision est soumise à l'approbation de l'Assemblée générale suivante.

CHAPITRE IV : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 8 : LES INSTANCES DECISIONNELLES

Les instances de l'Association sont :

- L'Assemblée générale
- Le Bureau

ARTICLE 9 : L'ASSEMBLEE GENERALE

9.1 L'Assemblée générale est l'instance suprême de l'Association. En font partie tous les membres de l'Association, représentés par leurs mandataires légaux.

9.2 Elle se réunit en session ordinaire et en session extraordinaire selon les besoins.

9.3 Seuls les membres adhérents à jour de leur cotisation lors de l'Assemblée générale prennent part au vote.

9.4 Un représentant d'autorité qui ne peut être présent lors d'une Assemblée générale peut voter par procuration par l'intermédiaire du représentant d'une autre autorité adhérente présent lors du vote, à



titre exceptionnel et dans la limite d'une procuration par représentant présent, notifiée par avance au président de l'Assemblée générale.

9.5 Alternativement au vote par procuration, mais également en cas d'empêchement ou d'urgence, les membres adhérents ont la possibilité de voter à distance par voie de communication officielle, y compris par voie électronique, si les membres votants ont donné leur accord pour que le vote soit public. Les votes à distance doivent être adressés au secrétariat dans les conditions énoncées pour chacun des votes.

ARTICLE 10 : PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Le président de l'Association préside l'Assemblée générale et en dirige les débats. En son absence, les vice-présidents, dans l'ordre de leur désignation, remplacent le président.

ARTICLE 11 : REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

11.1 L'Assemblée générale ordinaire est convoquée par le président.

11.2 L'Assemblée générale est un lieu de débats, de propositions et d'échanges d'informations sur tous les sujets d'intérêt commun à ses membres.

11.3 Le quorum de l'Assemblée générale ordinaire est atteint si la moitié des membres adhérents est présente ou représentée.

11.4 Les décisions et résolutions de l'Assemblée générale ordinaire sont adoptées à la majorité absolue des suffrages exprimés.

11.5 Le vote s'effectue à main levée ou, à la demande d'un adhérent, à bulletin secret.

11.6 Pour être valablement soumise à la délibération de l'Assemblée générale, une résolution doit être présentée par au moins deux membres adhérents. Elle est communiquée au Bureau au minimum trente jours avant la tenue de l'Assemblée générale.

11.7 Le président de l'Association adresse aux membres les documents soumis à l'Assemblée générale au minimum quinze jours avant la tenue de l'Assemblée générale.

ARTICLE 12 : POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les pouvoirs de l'Assemblée générale ordinaire sont :

12.1 D'approuver l'ordre du jour de la réunion et le procès-verbal de l'Assemblée précédente ;

12.2 D'élire les membres du Bureau ;

12.3 De confirmer l'admission des nouveaux membres ;

12.4 De confirmer la radiation d'un membre ;

12.5 D'établir les orientations de l'Association ;

12.6 D'arrêter le barème des cotisations ;

12.7 D'approuver le cas échéant, ou modifier, un règlement intérieur ;

12.8 D'établir des comités et groupes de travail selon les besoins ;



12.9 D'approuver les rapports du président, des comités et des groupes de travail ;

12.10 D'approuver les états financiers et comptes de l'Association ;

12.11 D'émettre des déclarations et des communiqués publics appropriés pour favoriser l'atteinte de ses objectifs ;

12.12 De prendre, de façon générale, les décisions dans toute matière non statutairement attribuée à la compétence du Bureau ou de ses membres.

ARTICLE 13 : REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

13.1 L'Assemblée générale extraordinaire peut être convoquée à la demande du président de l'Association, ou lorsqu'un nombre supérieur au tiers des membres adhérents en fait la demande.

13.2 Le quorum de l'Assemblée générale extraordinaire est atteint si deux tiers des membres adhérents sont présents ou représentés.

13.3 Les décisions et résolutions de l'Assemblée générale extraordinaire sont adoptées à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

ARTICLE 14 : POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Les pouvoirs de l'Assemblée générale extraordinaire sont :

14.1 De se saisir de toute question grave ou urgente et prendre les décisions en conséquence ;

14.2 De modifier et d'approuver, le cas échéant, les statuts de l'Association ;

14.3 De décider du lieu du siège social ;

14.4 De décider de la dissolution de l'Association.

14.5 En cas de dissolution, les biens de l'Association seront affectés à une œuvre ou à toute autre organisation poursuivant les mêmes buts et désignée par l'Assemblée générale.

ARTICLE 15 : LE BUREAU

15.1 Le Bureau de l'Association est désigné pour une période de 3 ans par l'Assemblée générale parmi les représentants de ses membres adhérents.

15.2 Il comprend :

- Le président,
- Au minimum deux et au maximum quatre vice-présidents par ordre de désignation,
- Le secrétaire général.

Les modalités de fonctionnement du Bureau peuvent être précisées, le cas échéant, dans un Règlement Intérieur.

15.3 La composition du Bureau reflète la composition géographique de l'Assemblée générale.

15.4 En cas d'empêchement ou d'urgence, un membre du Bureau peut être représenté par la personne de son choix, désignée parmi les membres ou agents de l'autorité adhérente dont il est issu.

15.5 Dans le cas où un membre du Bureau doit mettre fin prématurément à son mandat, un autre représentant est désigné au sein de l'autorité membre dont il est issu. Le cas contraire (en l'absence de



représentant), ses fonctions sont exercées par intérim par un autre membre du Bureau jusqu'à la convocation d'une nouvelle assemblée générale.

ARTICLE 16 : RÉUNION DU BUREAU

16.1 Le Bureau se réunit sur convocation de son président au moins une fois par an, par tout moyen et selon les besoins, à l'initiative du président ou de la majorité absolue de ses membres.

16.2 Le Bureau délibère valablement à la majorité simple lorsque la moitié de ses membres est présente. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

16.3 Le Bureau détermine librement les modalités et procédures d'adoption de ses délibérations, y compris par voie électronique ou téléphone si les membres du Bureau ne peuvent être présents physiquement au lieu de la réunion.

16.4 Il est dressé, sous la responsabilité du secrétaire général, un procès-verbal des délibérations.

ARTICLE 17 : POUVOIRS DU BUREAU

Le Bureau de l'Association :

17.1 Administre les biens et les affaires de l'Association ;

17.2 Assure l'exécution des décisions de l'Assemblée générale ;

17.3 Veille à l'application des résolutions de l'Assemblée générale ;

17.4 Examine les demandes d'adhésion de nouveaux membres pour l'année en cours et les soumet à la décision de l'Assemblée générale ;

17.5 Elabore le rapport administratif et financier qu'il soumet à l'approbation de l'Assemblée générale ;

17.6 Programme et organise la tenue des Assemblées générales ;

17.7 Exécute tout mandat spécifique décidé par l'Assemblée générale ;

17.8 Arbitre les différends entre les membres concernant les affaires de l'Association ou l'interprétation des Statuts ;

17.9 Désigne un remplaçant par intérim en cas de retrait de l'un de ses membres, jusqu'à la convocation d'une Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire dans les conditions prévues à l'article 13.1 ;

17.10 Adopte des guides pour améliorer le fonctionnement de l'Association.

ARTICLE 18 : LE PRÉSIDENT

18.1 Le président veille à l'exécution des décisions du Bureau et assure le bon fonctionnement de l'Association.

18.2 Il représente l'Association dans tous les actes de la vie civile.

18.3 Il préside l'Assemblée générale et le Bureau.

18.4 Il ordonnance les dépenses et recettes.



18.5 Il peut toutefois déléguer sa signature au secrétaire général pour les actes d'administration courante, notamment pour les dépenses et recettes n'excédant pas un montant défini dans la délégation.

18.6 En cas d'empêchement du président, les vice-présidents, selon l'ordre de leur désignation, exercent les fonctions de celui-ci.

ARTICLE 19 : LE SECRETAIRE GENERAL

19.1 Le secrétaire général exécute les décisions qui lui sont confiées par le Bureau et le président.

19.2 Sur demande du président, il représente l'Association en remplacement du président ou de l'un des vice-présidents.

19.3 Il prépare les réunions du Bureau et de l'Assemblée générale et assure la gestion administrative de l'Association.

19.4 Il tient la comptabilité de l'Association conformément aux directives du Bureau. Il propose le budget annuel de l'Association au Bureau.

19.5 À la fin de chaque année budgétaire, il assiste le président pour la préparation du rapport moral, financier et administratif de l'Association.

19.6 Il est responsable de la conservation des documents et des archives de l'Association.

CHAPITRE V : RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 20 : RESSOURCES

Les ressources de l'Association sont : les cotisations des membres fixées par l'Assemblée générale, les cotisations additionnelles, les subventions, les dons manuels et les ressources diverses, soit en valeurs monétaires, soit en biens et services.

CHAPITRE VI : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE 21 : COMMUNICATIONS

Les échanges entre les membres de l'Association peuvent se faire par toute voie de communication officielle, y compris par courrier électronique, aux conditions établies par l'Assemblée générale.

ARTICLE 22 : ENTREE EN VIGUEUR DES STATUTS MODIFIES

Les statuts modifiés entrent en vigueur à la clôture de l'Assemblée générale extraordinaire de l'Association du 28 octobre 2024.

Fait à Montréal le 24 septembre 2007

Modifié à Marrakech le 22 novembre 2013

Modifié à Saint-Héliier le 28 octobre 2024